

**L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances):** J'ai tenté de répondre à chacune des questions de mon honorable ami. Je tiens à dire également au député de Saint-Jean-Lancaster que je suis à la Chambre aujourd'hui parce que le chef de l'opposition n'y est pas.

**M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Lancaster):** Quiconque a des yeux a vu que le chef de l'opposition était à la Chambre tantôt, et je dirais que le ministre est ici aujourd'hui par pénitence.

**M. G. W. Baldwin (Peace River):** J'invoque le Règlement pour la même raison, monsieur l'Orateur, et pour dire que le chef de l'opposition est parti parce qu'il n'obtenait pas de réponses du gouvernement.

**L'hon. M. Benson:** Je dirai simplement qu'il est très difficile de savoir qui est le chef de l'opposition.

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Le député de Swift Current-Maple Creek peut se rendre compte maintenant combien sa question prêtait à discussion.

**L'hon. M. Benson:** Monsieur l'Orateur, en réponse à la question du député au sujet de mon discours à l'extérieur de la Chambre, j'aimerais qu'il lise au complet le passage où j'ai dit qu'aucun fardeau indû n'a été imposé aux entreprises ou aux fermes familiales par les changements apportés à l'impôt sur les biens transmis par décès. S'il le veut, je lui enverrai une copie de mon discours.

**M. J. H. Horner (Crowfoot):** Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre n'est-il pas d'avis qu'un fardeau spécial est placé sur les successions qui ne se composent pas d'avoirs liquides?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Je dois encore une fois déclarer que cette question est litigieuse.

## L'AGRICULTURE

### LES POMMES DE TERRE—LES PAIEMENTS DE SOUTIEN À L'ACRE

**M. David MacDonald (Egmont):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. En raison de la crise qui persiste sur le marché des pommes de terre dans tout l'Est du Canada, surtout dans l'Île du Prince-Édouard, je me demande si l'Office de stabilisation des prix agricoles songe présentement à accorder une aide spéciale au titre des paiements à l'acre, comme l'an dernier, afin de pallier les difficultés que les agriculteurs éprouveront à faire leurs semailles au printemps?

[M. l'Orateur.]

**L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture):** Monsieur l'Orateur, comme nous n'avons encore reçu aucune demande à ma connaissance, la question n'est pas présentement à l'étude, mais le ministère est toujours disposé à examiner les propositions de ce genre.

## LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE

### L'AIDE ACCRUE AUX AVEUGLES

**M. Robert McCleave (Halifax-East Hants):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. A-t-il reçu des instances en vue d'une aide accrue aux aveugles, et comment y donne-t-on suite?

**L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Je ne suis pas au courant d'instances récentes, mais je vais vérifier.

## L'AGRICULTURE

### L'INDUSTRIE LAITIÈRE—L'ABANDON DU RÉGIME DE QUOTAS SUBVENTIONNÉS

**M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser ma question au ministre de l'Agriculture. Il a annoncé récemment que la politique à long terme du gouvernement est d'abandonner le régime de quotas subventionnés en usage pour l'industrie laitière. Le ministre envisagerait-il de faire une déclaration relative aux solutions de rechange qu'il proposera?

**L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture):** Monsieur l'Orateur, j'enverrai à l'honorable représentant une copie du discours. S'il le lit, il verra que j'ai dit que le gouvernement entend supprimer la nécessité de subventions et de quotas.

**M. l'Orateur:** A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Gleave:** Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire.

**M. l'Orateur:** Le député est autorisé à poser une question supplémentaire.

**M. Gleave:** J'aimerais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce. Le ministre songerait-il à déposer les résultats de l'étude sur la nationalisation de l'industrie laitière au Canada et la mise au point d'un programme ministériel dans ce domaine, dont il est question dans les rapports annuels de 1965 et de 1966 du ministère?